



NON À LA MAINMISE DES MULTINATIONALES SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE! OUI, À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE!

Face à la pandémie actuelle de la COVID-19, au chaos climatique, à l'augmentation de la faim et de toutes les formes de malnutrition, à la destruction écologique et aux multiples crises humanitaires, nous,¹ mouvements sociaux, organisations de peuples autochtones, organisations non gouvernementales et milieux universitaires, affirmons notre engagement en faveur de la souveraineté alimentaire et rejetons la colonisation actuelle des systèmes alimentaires et de la gouvernance alimentaire par les entreprises, avançant sous la bannière du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS).

Les systèmes alimentaires industriels, les chaînes d'approvisionnement mondiales et le contrôle croissant des entreprises sur la gouvernance alimentaire sont responsables des menaces auxquelles sont confrontées nos populations et notre planète, des menaces inextricablement liées entr'elles et ayant un caractère existentiel, notamment la crise climatique, la déforestation, la perte de biodiversité, la dégradation des terres et des océans, la pollution de l'air et de l'eau, la faim, la marginalisation et d'innombrables violations des droits humains. Un modèle de développement prédateur, centré sur le contrôle des ressources, a engendré un système alimentaire mondial qui abandonne encore aujourd'hui plus de deux milliards de personnes à la faim, la malnutrition et la misère économique.² De plus, les produits industriels ultra-transformés sont la cause de la malnutrition, de maladies non transmissibles liées à l'alimentation et de l'obésité.

La pandémie de la COVID-19 continue de révéler les faiblesses structurelles et les inégalités mondiales de cette approche basée sur le marché et contrôlée par les entreprises - un modèle en échec qui perdure en raison de profondes asymétries de pouvoir et d'un manque de responsabilité politique qui permettrait de garantir que les institutions et les politiques publiques servent le bien public et répondent aux demandes et aux besoins des plus vulnérables. Des actions politiques urgentes, depuis le niveau local jusqu'au niveau international, fondées sur la négociation démocratique et la recherche d'un consensus politique, sont nécessaires pour remédier aux inégalités croissantes entre les pays et au sein de ceux-ci, à l'injustice structurelle, à la violence fondée sur le genre et aux déplacements forcés. Le statu quo est une option tout simplement invivable pour la majorité de la population mondiale, et non viable pour nos jeunes et les générations futures. Nous ne pouvons pas continuer à détourner la plus grande partie des ressources publiques et les efforts des autorités institutionnelles vers le soutien à des fausses solutions qui ne font que servir les intérêts des entreprises et ne parviendront pas à relever ces défis mondiaux systémiques.

1 La Réponse autonome des peuples au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires est un processus depuis la base composé de centaines d'organisations internationales, régionales, nationales et locales représentant tous les milieux : paysans et petits exploitants agricoles, femmes et jeunes, peuples autochtones, éleveurs et sans-terre, travailleurs agricoles et dans l'industrie alimentaire, pêcheurs, consommateurs, précaires urbains en situation d'insécurité alimentaire et ONG issues de nombreux secteurs sociaux de la société. Vous trouverez de plus amples informations sur le site : [Foodsystems4people.org/?lang=fr](https://foodsystems4people.org/?lang=fr)

2 <http://www.fao.org/publications/card/en/c/CB5409FR/>

La nécessité d'approches fondées sur les droits pour lutter contre les crises

La seule façon juste et durable d'aller de l'avant est de stopper et de transformer immédiatement les systèmes alimentaires mondialisés et contrôlés par les grandes entreprises. La première étape sur cette voie consiste à reconnaître pleinement, à mettre en œuvre et à faire respecter le Droit à une alimentation adéquate, qui relève d'une obligation des États et des agences des Nations Unies en matière de droits humains.³ Reconnu comme un droit fondamental, le droit à une alimentation adéquate est indissociable d'autres Droits humains fondamentaux, tels que le Droit à la santé, le Droit au logement, le Droit à des conditions de travail sûres, le Droit à des salaires décents, le Droit à la protection sociale, les Droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, le Droit à un environnement propre, les Droits civils et politiques, y compris le Droit à la négociation collective et le Droit à la participation politique, qui devraient être collectivement au cœur de tout processus de transformation. Cette orientation critique fondée sur les droits oblige la politique publique et la gouvernance en matière de systèmes alimentaires à placer les paysans, les peuples autochtones, les pêcheurs, les éleveurs, les travailleurs, les sans-terre, les habitants des forêts, les consommateurs, les populations précaires urbaines et dans les campagnes, et parmi celles-ci les femmes et les jeunes, au centre de la gouvernance et des processus de décision. Les gouvernements, ainsi que les institutions régionales et internationales, doivent soutenir les voies empruntées par ces groupes pour transformer les systèmes alimentaires contrôlés par les entreprises à travers les méthodes et pratiques de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Nous rejetons tout processus de dialogue coquille vide qui ignore les Droits humains et ne parvient pas à mettre en avant de manière explicite et significative la capacité d'agir de ces acteurs des systèmes alimentaires.

Le sommet UNFSS : une prétention multipartite illégitime qui renforce encore le pouvoir des entreprises

Le Sommet UNFSS 2021, lancé par le Secrétaire général de l'ONU peu de temps après avoir signé un accord global avec le Forum économique mondial (FEM), ne répond pas à aux exigences fondamentales énoncées plus haut. Fondé par mille des plus grandes entreprises du monde, le FEM et ses instances contrôlent la conception, la structure, les processus, la gouvernance et le contenu du Sommet. Les grandes entreprises multinationales infiltrent de plus en plus les espaces multilatéraux des Nations Unies pour coopter le récit de la durabilité et le détourner afin de réorienter vers la légitimation de la poursuite de l'industrialisation à travers les technologies numériques et les biotechnologies, l'extraction des richesses et l'exploitation de la main-d'œuvre des communautés rurales ainsi que la concentration du pouvoir des entreprises dans la gouvernance nationale et mondiale. Le programme, essentiellement centré sur le capital et la technologie proposé par le Sommet UNFSS reflète ces intérêts corporatifs et est politiquement, socialement, économiquement et écologiquement néfaste. Nous dénonçons le Sommet UNFSS 2021 qui ne tient pas compte du besoin urgent de s'attaquer aux déséquilibres de pouvoir flagrants que les entreprises détiennent sur les systèmes alimentaires et sur cet événement de l'ONU, et nous rejetons les fausses solutions qui continuent et continueront à opprimer et à exploiter les personnes, les communautés et les territoires.

Au lieu d'être fondé sur les Droits humains, le Sommet UNFSS est un forum multipartite dans lequel tous les acteurs, qu'il s'agisse de gouvernements, d'individus, d'agences régionales/internationales ou de représentants d'entreprises/corporations, sont présentés comme ayant une participation à titre égal. Mais les parties prenantes ne sont pas nécessairement des détenteurs de droits : les droits et la souveraineté des personnes et des communautés ne doivent pas être confondus avec les intérêts commerciaux du secteur privé. Alors que la majorité de l'alimentation dans le monde est produite par des petits producteurs et des travailleurs à petite échelle, ce processus multipartite individualisé donne un pouvoir démesuré à quelques sociétés puissantes qui contrôlent les marchés alimentaires, agricoles et financiers. Le soi-disant groupe scientifique du Sommet UNFSS appauvrit la base scientifique nécessaire à l'élaboration de politiques responsables : il avance des récits à vision restrictive, soutenus par les entreprises, et exclut la diversité des formes de connaissances et de domaines d'expertise tels que l'agroécologie, les connaissances autochtones et les Droits humains.

³ Voir [https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G10/178/50/PDF/G1017850.pdf](https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G10/178/50/PDF/G1017850.pdf?https://undocs.org/fr/A/RES/73/165); <https://undocs.org/fr/A/RES/73/165> (art.2, 15 et 16).

L'absence de garanties adéquates en matière de conflits d'intérêts dans les processus du Sommet a permis à des coalitions dirigées par des entreprises de se positionner comme agents de mise en œuvre de politiques publiques, utilisant des ressources publiques, mais sans pour autant se soumettre aux mécanismes de redevabilité, aux mandats et aux normes de transparence des institutions publiques.

Nous n'accepterons pas ce processus de délibérations vertical, non transparent et inégal qui a abouti à des « coalitions d'action » avant tout favorables aux entreprises. Les technologies et les produits exclusifs à forte intensité de capital proposés comme étant des « solutions pour changer la donne » seront écologiquement destructrices, renforceront l'extractivisme, le colonialisme, le patriarcat et les inégalités, et ouvriront de nouveaux domaines à l'expansion et au contrôle des entreprises.

L'échec de la structure de gouvernance du Sommet UNFSS a été mis à nu, car de nombreuses « parties prenantes » se retirent désormais du processus et aucun consensus politique n'a été atteint parmi les États membres de l'ONU pour des voies véritablement transformatrices afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Dans ce contexte, nous trouvons inacceptable que le Sommet UNFSS, en tant que processus non normatif doté d'une structure de gouvernance illégitime, tente d'empiéter et de saper le rôle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies, qui est un système intergouvernemental, et qui représente l'organe multilatéral des Nations Unies le plus important et le plus inclusif en matière de gouvernance alimentaire, doté de l'autorité et de la légitimité nécessaires pour mener des dialogues sur les systèmes alimentaires et élaborer des politiques. Le Sommet UNFSS ne dispose pas de cette autorité et viole le mandat et les statuts du CSA réformé. Nous demandons que la vision inclusive et les processus du CSA soient reconnus et renforcés. Nous rappelons également aux dirigeants de l'ONU que le Sommet UNFSS n'est porteur d'aucun mandat ni légitimité au-delà du 23 septembre 2021, et nous exhortons nos gouvernements à défendre le multilatéralisme et l'élaboration de politiques fondées sur les droits et la participation, tels qu'établis par les États membres du CSA concernant les règles de participation des organisations de la société civile et des mouvements sociaux.

Souveraineté alimentaire pour la transformation du système alimentaire

La lutte pour des systèmes alimentaires durables, justes et sains ne peut être dissociée des réalités des peuples dont les droits, les connaissances et les moyens de subsistance n'ont pas été reconnus ni respectés. Nous disposons d'ores et déjà de solutions viables pour résoudre les problèmes systémiques de nos systèmes alimentaires. Comme nous l'avons demandé dans notre Réponse autonome des peuples au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires,⁴ la transformation des systèmes alimentaires doit être écologique et sociale, en mettant en avant une vision féministe de l'égalité et de la justice. Depuis 1996, les mouvements sociaux et la société civile ont construit un mouvement mondial et des processus de gouvernance communautaires autour de la vision de la souveraineté alimentaire, basée sur l'agroécologie, et des droits et aspirations des petits producteurs alimentaires, des travailleurs, des peuples autochtones, des femmes, des jeunes et des communautés rurales et urbaines. En ce 25e anniversaire de la souveraineté alimentaire, nous réaffirmons notre unité et notre engagement à faire pression pour la mise en œuvre de stratégies radicalement transformatrices, qui reconnaissent les besoins des peuples, accordent la dignité, respectent la nature, placent les personnes au-dessus des profits, résistent à la mainmise des entreprises et travaillent collectivement vers un système alimentaire juste et décent pour tous.

LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE MAINTENANT !

SIGNEZ CETTE DÉCLARATION

<https://forms.gle/qaoE8aPqyaHHNmC87>

4 Voir : <https://www.foodsystems4people.org/722-2/?lang=fr>